

Trans
continentales

Transcontinentales

Sociétés, idéologies, système mondial

3 | 2006

La transition chinoise

Mouvements indiens dans les Andes

Jorge LEÓN T., et al. Participación política, democracia y movimientos indígenas en los Andes [Participation politique, démocratie et mouvements indiens dans les Andes], Ambassade de France en Bolivie, Institut français d'études andines (IFÉA), Programme de recherche stratégique en Bolivie (PIEB), coll. « Actes et mémoires », La Paz, Bolivie, 2005, 181 p.

Julie Massal



Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/transcontinentales/1264>

ISBN : 978-2-8218-1112-6

ISSN : 1775-397X

Éditeur

Editions de la maison des sciences de l'homme

Édition imprimée

Date de publication : 31 décembre 2006

Pagination : 150-151

ISBN : 978-2-200-92170-5

ISSN : 1950-1684

Référence électronique

Julie Massal, « Mouvements indiens dans les Andes », *Transcontinentales* [En ligne], 3 | 2006, document 12, mis en ligne le 12 octobre 2011, consulté le 01 mai 2019. URL : <http://journals.openedition.org/transcontinentales/1264>

Ce document a été généré automatiquement le 1 mai 2019.

Tous droits réservés

Mouvements indiens dans les Andes

Jorge LEÓN T., et al. Participación política, democracia y movimientos indígenas en los Andes [Participation politique, démocratie et mouvements indiens dans les Andes], Ambassade de France en Bolivie, Institut français d'études andines (IFÉA), Programme de recherche stratégique en Bolivie (PIEB), coll. « Actes et mémoires », La Paz, Bolivie, 2005, 181 p.

Julie Massal

RÉFÉRENCE

Jorge LEÓN T., et al. Participación política, democracia y movimientos indígenas en los Andes [Participation politique, démocratie et mouvements indiens dans les Andes], Ambassade de France en Bolivie, Institut français d'études andines (IFÉA), Programme de recherche stratégique en Bolivie (PIEB), coll. « Actes et mémoires », La Paz, Bolivie, 2005, 181 p.

- 1 Cet ouvrage collectif, fruit d'un séminaire réalisé en Bolivie en décembre 2003, examine les processus de participation politique indienne des pays andins à partir d'analyses académiques et de témoignages d'acteurs indiens. Sur le plan méthodologique, les niveaux d'analyse (national ou local), les objets d'étude (organisations indiennes, mouvements politiques ayant acquis une représentation législative ; actions collectives comme celles d'octobre 2003 en Bolivie), ainsi que les échelles temporelles diffèrent, ce qui ne permet pas toujours de tirer des conclusions comparatives strictes. Néanmoins les similitudes apparaissent, mais aussi les divergences, entre des pays où la population indienne oscille entre 2 % (Colombie) et 60 % (Bolivie).
- 2 Les mouvements indiens ont acquis durant la décennie 1990 une reconnaissance en tant qu'interlocuteurs politiques légitimes du pouvoir, et ils ont conquis des espaces politiques locaux puis nationaux, même si tous n'ont pas obtenu un ancrage territorial solide. Il existe des dynamiques régionales très différentes, en fonction des trajectoires historiques des luttes paysannes distincts. D'une part, les systèmes politiques sont variés, et d'autre

part le rapport à l'État des acteurs indiens change selon les pays, voire selon les régions. Cela affecte tant leur mode de mobilisation et d'accès à la représentation politique, que leur propre pratique politique. Toutefois, l'impact de ces processus distincts sur la consolidation de la démocratie n'a pas fait l'objet d'une comparaison suffisamment approfondie.

- 3 L'étude de la mobilisation électorale en faveur des acteurs indiens révèle que ces derniers n'obtiennent pas seulement ou principalement le vote des populations indiennes, mais aussi celui de populations urbaines métisses. Celles-ci peuvent appuyer le projet politique indien, que ce soit parce que leurs préoccupations coïncident avec les réformes prônées par les acteurs indiens, ou parce que ces derniers ont su représenter une alternative en renouvelant l'offre politique. Toutefois la représentation politique des acteurs indiens connaît aujourd'hui une stagnation, ou pâtit, dans les résultats obtenus, de différentes réformes électorales qui bloquent l'ascension électorale indienne.
- 4 Curieusement, même là où les mouvements indiens sont les plus faibles (Pérou), le vote indien est instrumentalisé, certaines élites revendiquant une identité indienne réifiée sans garantir de réel changement en faveur des populations indiennes (gouvernement Toledo au Pérou, 2001-2006). En Équateur, où les acteurs indiens ont acquis une forte représentation politique et un poids symbolique majeur, les alliances électorales passées avec les acteurs indiens ne leur ont pas permis d'exercer réellement le pouvoir, comme l'illustre la brève expérience de participation indienne au gouvernement de Lucio Gutiérrez en 2003.
- 5 Tout en reconnaissant les succès de la décennie passée, plusieurs contributions analysent les limites rencontrées par les acteurs indiens pour amplifier ou consolider leur présence dans l'arène politique et, plus encore, pour peser effectivement sur les processus de décision politique et la définition des politiques publiques de développement, du fait des obstacles opposés par les partis traditionnels ou l'État, qui fait bien souvent montre de racisme. Cela conduit certaines organisations indiennes à se reconvertir, auprès des ONG, en gestionnaires de projets de développement, et d'autres à adopter, pour survivre, la pratique décriée du clientélisme. La majorité des organisations se sont divisées, succombant aux dissensions internes avivées par les autres acteurs politiques sur la question de participer à un processus électoral de façon autonome, ainsi que sur leur éventuelle incorporation à des instances publiques chargées de mettre en œuvre des politiques en direction des populations indiennes.
- 6 L'ouvrage mentionne aussi, sans l'analyser suffisamment toutefois, le défi que constitue une mobilisation dans un contexte de conflit armé caractérisé par une répression non seulement militaire ou policière, mais aussi exercée par les groupes insurgés, comme le montre le cas colombien actuellement, ou l'exemple péruvien des années 1980, durant le « règne » de la guérilla Sentier lumineux.
- 7 Les territoires indiens, riches en ressources naturelles et stratégiques, suscitent des convoitises qui font oublier les principes transcrits dans les Constitutions de la décennie passée : autonomie des peuples indiens, nécessaire respect de leurs terres et territoires et obligation de les consulter sur l'usage des ressources qu'ils comportent, respect de leurs droits collectifs. La proclamation du plurilinguisme et de la pluriethnicité reste ainsi bien souvent lettre morte, en regard des défis politiques et géopolitiques rencontrés par les populations indiennes contemporaines.

- 8 L'élection d'Evo Morales en Bolivie, en décembre 2005, débouche sur une nouvelle expérience de participation indienne. La redéfinition du modèle de gestion des ressources naturelles, en particulier via la nationalisation des hydrocarbures, a mis en exergue les défis politiques et économiques rencontrés par le gouvernement indien, qui se heurte à de fortes résistances sur le plan national et international. En outre, l'Assemblée constituante convoquée en juillet 2006 sous la pression des acteurs sociaux, depuis si longtemps réclamée (comme l'illustrent différentes contributions de l'ouvrage), devra redéfinir le système politique et électoral et les fondements du modèle de développement économique, proposés non seulement aux peuples indiens mais à la Bolivie dans son ensemble.
-

AUTEURS

JULIE MASSAL

Institut d'études politiques et de relations internationales (IEPRI), Université nationale de Colombie